

LA BIG TECH ET LA SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT

Lucia Sinapi-Thomas, directrice exécutive de Capgemini Ventures

C'est un besoin opérationnel mais Clément, dans votre article, vous évoquez également cet effet de décalage tout en disant que cela ouvre la voie pour une intrusion de la big tech dans un secteur qui est normalement un espace souverain des États. Pouvez-vous développer ce point ?

Clément Tonon, membre du Conseil d'État français

Mon argument sur la souveraineté était que du point de vue du secteur public, quand vous demandez à une entreprise privée de mettre en place une politique publique, vous allez sans aucun doute améliorer l'efficacité de votre politique. Cependant, vous perdez le contrôle que vous aviez sur cette politique. Ce n'est pas vraiment un débat sur la souveraineté mais un débat sur le niveau de contrôle que vous voulez conserver sur une politique donnée. Par exemple, pendant la crise, il y a eu un débat sur l'application mobile de traçage *TousAntiCovid*. Le gouvernement français a décidé de développer par lui-même une application centralisée souveraine, alors que d'autres gouvernements d'Europe, y compris le Royaume-Uni et l'Allemagne, ont décidé d'utiliser une solution décentralisée que sont Apple et Google. Corrigez-moi si je me trompe, mais il y a eu un débat houleux en Allemagne sur le fait que l'État ait accès à un énorme volume de données personnelles. En France, le débat était différent, et il faut écouter le discours du Secrétaire d'État aux Affaires numériques, Cedric O, devant l'Assemblée nationale. Il a dû expliquer aux élus pourquoi le gouvernement voulait développer une application souveraine et il leur a dit que ce n'était pas une surprise car la France était le seul pays d'Europe continentale doté de l'arme nucléaire. Je pense que le lien entre l'arme nucléaire et la souveraineté numérique peut sembler tiré par les cheveux mais cela en dit vraiment beaucoup sur le concept français de la souveraineté numérique, qui est très différent, je pense, du concept allemand.

Faruk Tuncer, cofondateur et président-directeur général de Polyteia

C'est très intéressant car je pense qu'en Allemagne, la perspective vient du passé. La protection des données, l'idée de perdre les données au profit d'un État étranger prend le pas sur cette perspective d'arme nucléaire car l'histoire et l'armée sont différentes. De notre côté, j'ai entendu que Palantir était utilisée en France pour la base de données et c'est impensable en Allemagne, une entreprise américaine construisant une base de données Covid pour un autre pays car les gens transmettent leurs données.

Clément Tonon

C'était mon deuxième exemple. En France, nous avons les services de sécurité internes en contrat avec Palantir pour construire une base de données pour les problèmes de sécurité. Par conséquent, la question est sommes-nous souverains sur notre politique de sécurité ?

Mon deuxième point sur la souveraineté concerne les valeurs car je pense que les valeurs sont importantes quand on parle de technologie. La technologie n'est jamais une valeur neutre et je prendrais l'exemple des villes intelligentes car la Chine développe des villes intelligentes depuis l'épidémie de SARS en 2003. De plus en plus d'entreprises de défense et de sécurité en Chine investissent dans les solutions de villes intelligentes et la Chine en vend de plus en plus à des pays d'Asie centrale, d'Afrique et du Moyen Orient. C'est devenu un outil de *soft power*. Dans le langage officiel de Chine, une ville intelligente est appelée une ville sûre, donc c'est vraiment différent de notre conception. Quand on parle de GovTech je pense que les valeurs sont importantes et nous allons devoir creuser de ce côté-là dans les années à venir.

Mon dernier point sur le sujet de la souveraineté est que pour que les États gèrent l'essor de la GovTech, ils devront être très clairs sur quelles politiques ils veulent ou non externaliser. Deuxièmement, ils doivent attirer de nouveaux talents car ils vont devoir travailler avec le même niveau de connaissances et de compétences que les entreprises privées et je peux vous promettre que c'est une véritable révolution pour les ressources humaines publiques de devoir attirer de nouveaux talents dans le secteur de la Govtech. Enfin, je suis profondément persuadé que c'est un sujet pour le débat public. Les citoyens doivent pouvoir s'exprimer sur le sujet de la GovTech car au final, c'est la qualité des services publics qui est en jeu et également, à un moment ou à un autre, leurs données personnelles.